



381.0 - DI

RP no 1/1989

BRE

Mexico, le 30 décembre 1988

Rapport de fin de mission

Sortir de l'immobilisme et inventer l'avenir: le Mexique à l'heure du changement.

Le 6 juillet 1988, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans, subissait une cuisante défaite et il aura fallu altérer les résultats du scrutin qui donnaient la victoire à M. Cuauhtémoc Cárdenas pour éviter l'effondrement d'un système politique corrompu et sclérosé qui avait essayé un premier revers sérieux vingt ans plus tôt. Le massacre d'étudiants, le 2 octobre 1968 à Tlatelolco, aux mains de fantassins d'une armée répressive, secoua les consciences et le Mexicain ne pardonna pas à l'Etat priiste d'avoir eu recours à la force brutale plutôt qu'à la force morale de la raison.

Le Mexique vit depuis 1982 une crise qui s'aggrave d'année en année. Le mouvement politique qui aurait dû porter, dans la légalité, M.Cárdenas au pouvoir, s'est consolidé, ses files se sont élargies et le PRI - ce monstre hybride - se trouve placé devant un défi dont il n'a pas mesuré l'ampleur à temps. Le Parti d'action nationale (PAN) qui, soutenu par l'Eglise, incarne l'opposition de droite, et le Parti de la révolution démocratique (PRD) qui verra le jour le 5 février prochain et que présidera M.Cárdenas, obligeront le régime à ne pas trop s'écarter de ses promesses électorales s'il ne veut pas courir le risque de perdre encore davantage de terrain.

La présence, inattendue, des dignitaires de l'Eglise à la cérémonie de l'investiture présidentielle a ravivé le débat sur les relations entre les deux pouvoirs. La séparation demeure inchangée, mais l'Etat et son parti poursuivent activement le dialogue avec l'Eglise qu'ils enjoignent de modifier son soutien au PAN et de se montrer plus conciliante envers le PRI. La venue à Mexico, le 1er décembre, de MM.Fidel Castro et Daniel Ortega, à l'invitation de M.Carlos Salinas de Gortari en tant que Président élu, a surpris et pourtant elle n'a fait que confirmer la volonté du Mexique de mener une politique étrangère sans ingérence de l'extérieur. Et, parallè-

./..

lement, le Président mexicain a voulu faire "un certain geste" à l'endroit de l'opposition de gauche. Soupçonnait-il que les dirigeants du mouvement cardéniste se sentiraient humiliés par la visite du leader cubain? M.Cárdenas, son ami et admirateur, a exprimé publiquement ses sentiments de désapprobation et de frustration en déclarant que M.Castro avait cautionné un gouvernement issu de la fraude électorale. Quant à ce dernier, il ne fit aucune allusion dans ses discours et ses déclarations à la presse à la figure légendaire du général Lázaro Cárdenas qui facilita son retour sur l'île en 1956 et, partant, le démarrage de la révolution cubaine.

A noter, en passant, que si un rapprochement entre La Havane et Washington a lieu un jour, les canaux passeront vraisemblablement par Mexico.

Les désaccords au sein du parti officiel sont notoires. La vieille garde révolutionnaire lutte pour sa survie, alors que les jeunes militants poussent au changement "dans le cadre de la Constitution". La rectification est semée d'embûches. Le régime a subi une triple fracture: l'aile nationaliste issue de la Révolution de 1910 et du cardénisme, la bureaucratie syndicale - agent de l'Etat contrôlant le secteur ouvrier - et les organisations groupant les salariés ainsi que les masses rurales et urbaines, rejettent le programme de restructuration économique amorcé par le Président Miguel de la Madrid, auquel son successeur donne une impulsion qui rompt avec ce qu'il reste encore d'un passé marqué par l'immobilisme. Le Pacte de solidarité, qui engage l'Etat, les secteurs ouvrier et paysan ainsi que le secteur privé dans une action conjointe en vue de maîtriser l'inflation, demeure néanmoins un lien fragile en raison du mécontentement qu'entraînent les sacrifices que ce consensus réclame du patronat et de la population en général.

La redéfinition de l'Etat moderne et une participation accrue du Mexique au commerce international vont dans le sens des réformes en cours. La nouvelle administration cherchera à s'allier les sympathies des groupes sociaux bénéficiaires de cette restructuration. Au demeurant, le Président Salinas de Gortari dispose d'appuis importants à l'intérieur du pays, notamment dans le nord industriel, ainsi qu'à l'étranger. Le refus du populisme de l'Etat-Providence et la poursuite de la politique monétariste de son prédécesseur risquent toutefois d'éloigner le Président des réalités du pays et de faire que soient négligées les revendications populaires. Et pourtant, M.Salinas de Gortari ne cesse d'affirmer qu'il veut éviter à tout prix l'apparition de troubles sociaux. En même temps, il exhorte l'opposition à renoncer à tout acte de violence et à accepter la voie du dialogue. L'Etat n'hésitera pas à user de la force si les

- 3 -

fondements du PRI devaient être menacés. Le dispositif de sécurité mis en place par le nouveau ministre de l'Intérieur, M.Fernando Gutiérrez Barrios, témoigne des craintes d'un désordre social qui sont loin d'être infondées en ces moments de transformation de la société.

A ce stade, une interrogation vient à l'esprit. On ne voit pas comment quelques milliers de priistes réussiront à gouverner cent millions de Mexicains à la fin du siècle sans qu'il y ait fraude électorale. Si ce mal endémique devait disparaître d'ici là, l'existence du PRI sera sérieusement compromise à moins qu'il ait su inventer l'avenir à temps..

Il est certain que le gouvernement de M.Salinas de Gortari s'efforcera d'améliorer les relations avec Washington. Les dossiers bilatéraux (dette extérieure, échanges commerciaux, travailleurs émigrants, lutte antidrogue), pour ne citer que les principaux, exigeront de laborieuses négociations, mais, comme me l'indique le ministre des AE, M.Fernando Solana Morales, les chefs des deux administrations sont animés des meilleures intentions de résoudre un à un les problèmes touchant leur pays. Il existe, de part et d'autre, une volonté politique indiscutable. Le Mexique observera une politique prudente à l'égard de l'Amérique centrale. On sait que l'optique de M.Solana Morales diffère de celle de son prédécesseur M.Bernardo Sepúlveda. Avec l'Argentine, le Brésil, le Venezuela et l'Uruguay, pour reprendre l'expression du chef de la diplomatie mexicaine, "le Mexique travaillera à fond dans tous les domaines". Le resserrement des liens avec la CE, le Japon et la République populaire de Chine fait partie de la stratégie économique du nouveau gouvernement. Les investissements étrangers - au nombre desquels nous occupons la quatrième place - seront encouragés. Développement des relations avec les pays de l'Europe de l'Est, Israël et le monde arabe. Le Mexique ne s'alignera pas sur le mouvement des n-a, ni rejoindra les rangs de l'OPEP, ajoute encore le ministre des AE.

Pour l'instant, le défi majeur du Mexique est la renégociation de la dette extérieure, hier moteur du développement, aujourd'hui son principal frein. De ses résultats dépendront le cours de la vie économique des prochains mois et la stabilité du pays.



(Disler)